

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

1€ / 2€ en soutien

Abonnement annuel 10 €

n° 192 / Nov. - Déc. 2018

GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

www.gaucherevolutionnaire.fr

BAISSE DES AIDES SOCIALES ET DES SALAIRES, CASSE DES RETRAITES, ENVOLÉE DES PRIX...

ASSEZ DE SE FAIRE PILLER POUR DONNER AUX RICHES !

POUR UNE RÉVOLTE DE MASSE CONTRE MACRON ET SES MAGOUILLES !

Plus d'1,5 € le litre de carburant, hausse des prix du gaz, hausse de la CSG... Le coût de la vie est de plus en plus élevé et les salaires, minima sociaux et pensions de retraite n'augmentent pas ! N'importe quel travailleur qui fait 100km par jour pour le boulot avec un diesel paiera entre 15 et 20€ de plus par semaine. Si on rajoute à tout ce qui a été perdu depuis que Macron est au pouvoir cela fait beaucoup.

Ce pourquoi nous nous battons ? La première des revendications est bien celle du blocage immédiat des prix. C'est d'autant plus évident que les profits de Total et Shell sont respectivement 5 et 4 milliards de profits par an et que Macron et Philippe comptent bien poursuivre la hausse des prix du carburant. En réalité, il faut se battre pour que nos salaires, minima sociaux, pensions de retraites soient indexés sur le vrai coût de la vie en y incluant le coût du carburant.

SE BATTRE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : UNE REVENDICATION DU MOUVEMENT OUVRIER !

Les raisons de la colère sont là et elles sont tout à fait justifiées. Et c'est tout

cela qui explique le succès sur internet de la journée de blocage du 17 novembre 2018. Si elle est basique, cette revendication n'en est pas moins légitime. Ni la forme, ni la date ne sont un problème.

Mais c'est l'absence de contenu et le lien avec la politique de Macron qui manque. Mais ce manque de stratégie et d'une politique des syndicats et de la gauche pour combattre le gouvernement ne fait

pas seulement défaut sur la question de la hausse des prix du carburant. C'est aussi le cas lorsqu'il s'agit de donner des suites et des perspectives aux mobilisations syndicales comme celle du 9 octobre

dernier. Tout ceci permet à toutes les forces populistes de s'engouffrer dans cette brèche : des petits patrons réclamant des allégements de frais à la droite et l'extrême droite.

MOBILISER SUR NOS BASES

Répondre à la revendication de mettre un coup d'arrêt à la hausse du carburant est une obligation pour toutes les forces politiques et syndicales de gauche en France. Il serait très positif que tant lors de semaines comme celle du 12 au 18 novembre qu'à d'autres moments et sur toutes les questions touchant à la qualité de vie et à la baisse de nos moyens d'existence, les syndicats et la gauche se mobilisent sur cette question, organisent des actions et des heures d'information dans les lieux de travail. C'est comme cela qu'on pourra avancer et contrecarrer la tentative de récupération de la colère contre Macron par la droite et l'extrême droite !

Jeunes, travailleurs, avec nos propres pancartes et slogans : indexation des salaires sur l'inflation, carburant compris, réquisition des profits des Multinationales pour financer les transports publics, augmentation des salaires et des retraites !



POUR UN PARTI DE LUTTE CONTRE MACRON

PAGE 5

Tous les jours, la situation politique, l'attitude du gouvernement et la faiblesse de la gauche et des syndicats confirment le besoin d'un nouveau parti pour le socialisme, une force qui permette à une échelle large de discuter et d'agir collectivement pour renverser le gouvernement Macron et mettre fin au pouvoir des capitalistes.



ÉCONOMIE FRANÇAISE : LES RICHES S'ENRICHISSENT LES TRAVAILLEURS PAYENT

PAGE 3



BRÉSIL : APRÈS LA VICTOIRE DE BOLSONARO, RÉSISTANCE

PAGE 7



KANAKY / NOUVELLE-CALÉDONIE : UN RÉFÉRENDUM HISTORIQUE

VIRGINIE PREGNY

La Nouvelle Calédonie connaît un nouveau moment historique, avec le référendum du 4 novembre 2018 auquel 174.154 électeurs de néo-calédoniens répondent à la question : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Ce référendum est prévu par l'accord de Nouméa signé en 1998.

QUI PEUT VOTER ?

L'Accord de Nouméa prévoit que « pour avoir le droit de voter, il faut au minimum vingt ans de présence en Calédonie et l'avoir prouvé ». Cependant, les règles ont été modifiées et aujourd'hui, il faut justifier de dix ans de présence sur le territoire et prouver y « avoir le centre de ses intérêts économiques et moraux ». Des désaccords se sont exprimés parmi les Kanaks quant au caractère anti démocratique de cette liste spéciale, car même si les négociations ont permis d'inscrire d'office sur la liste spéciale du référen-

dum environ 11 000 Kanaks, l'élargissement du corps électoral allié à la politique coloniale de peuplement développée par l'État français (depuis les années 70 en particulier) atteint son but de mettre les kanaks en minorité. La circulaire du premier ministre Pierre Messmer, du 19 juillet 1972 est des plus explicite : « La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones [...]. À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer devrait permettre d'éviter ce danger [...] ». À long terme la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. »

DIVISIONS PARMI LES INDÉPENDANTISTES

L'USTKE (L'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités), syndicat indépendantiste, les partis composant le RIN (Rassemblement des Indépendantistes et des Nationalistes) et l'historique FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) défendent tous plus ou moins les accords de Matignon et la séparation des pouvoirs ainsi actée, comme le contrôle de la Province Nord par les Kanaks, censée amener à un « rééquilibrage » de la société. Le FLNKS est entré dans la cogestion du capitalisme, et revendique un statut « d'autonomie-association » du type du Commonwealth créé par les britanniques. Le FLNKS appelle à voter « oui » au référendum, alors que le PT et l'USTKE appellent à la non participation.

Mais le programme économique et



social du FLNKS, bien que citant formellement le socialisme, ne propose pas de rupture avec le capitalisme, ni n'adopte une approche de classe de la question nationale. Quant au PT, sa position a l'inconvénient important de ne pas proposer de solution et peut apparaître proche du statu quo.

POUR LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES. POUR UNE KANAKY INDÉPENDANTE ET SOCIALISTE !

La situation est très complexe et il est difficile d'avoir une position tranchée (surtout quand on se situe à l'autre bout de la planète !). En revanche, certains principes politiques sont incontournables car le débat ne peut pas se réduire à une opposition manichéenne pour ou contre l'indépendance. Les conditions

dans lesquelles cette indépendance devrait avoir lieu sont fondamentales.

Le droit à l'autodétermination des peuples est notre point de départ. De ce point de vue, la priorité doit être donnée au peuple autochtone, et on ne peut donc qu'être opposé à la façon dont l'État français a mis en minorité les Kanaks. Pour autant il ne faut pas oublier que nombre des populations polynésiennes « implantées » par l'État sont des travailleurs qui ont été sauvagement exploités par les capitalistes. Leur intérêt est donc, comme pour les kanaks, d'en finir avec la domination économique et politique de l'État français et de ses représentants sur l'île.

Mais il ne suffit pas de dire « oui à l'indépendance et on verra après comment on s'organise. » Si les bases de la domination coloniale ne sont pas brisées, les travailleurs de Nouvelle Calédonie continueront d'être exploités et de subir la pauvreté. Pour qu'ils puissent organi-

ser une société satisfaisant les besoins de tous et respectant l'environnement fragile et unique de ce pays, les descendants des colons et les sbires de l'État français doivent être déchus de leur droit de propriété. Seule l'établissement d'une économie socialiste planifiée permettra aux Kanaks et travailleurs de Nouvelle-Calédonie de gérer pleinement leurs ressources.

Mais un petit îlot de socialisme dans un océan capitaliste serait bien fragile. La lutte pour une indépendance socialiste prend donc tout son sens dans un combat uni des peuples mélaniens et polynésiens pour l'établissement d'une fédération socialiste des îles du Pacifique Sud au sein d'une confédération socialiste plus large. Les partages et échanges de ressources rendus possibles dans un tel cadre permettraient de répondre aux difficultés liées en particulier à l'isolement de ces territoires.

Il ne suffit pas de dire « oui à l'indépendance et on verra après comment on s'organise ». Si les bases de la domination coloniale ne sont pas brisées, les travailleurs de Nouvelle Calédonie continueront d'être exploités et de subir la pauvreté.

> N'hésitez pas à consulter notre site web www.gaucherevolutionnaire.fr pour y retrouver notre article d'analyse des résultats du référendum

LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES DES ESSAIS NUCLÉAIRES EN POLYNÉSIE

MARIE-JOSÉ DOUET

Colonisée par les gouvernements français à la fin du XIXe siècle comme la Nouvelle-Calédonie,

la Polynésie est devenue une collectivité d'outre-mer de la France. Elle est composée de 118 îles dont 76 habitées dans le Pacifique sud (Tahiti est la plus peuplée), et dotée d'une certaine auto-

nomie avec sa propre assemblée et une présidence. Entre autonomistes et indépendantistes au pouvoir à tour de rôle, alternant affaires de corruption, prison et pouvoir, la situation est complexe

dans ce pays où la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, où les prix des denrées de base sont deux fois plus élevés qu'en France. La population (24 % de chômage) n'en peut plus et de nombreuses luttes sur les conditions de travail sur les docks notamment, sur les retraites, les hôpitaux... se déroulent sans qu'on en sache un mot.

L'ÉTAT FRANÇAIS A UTILISÉ LA POLYNÉSIE POUR DES ESSAIS NUCLÉAIRES

Après l'indépendance de l'Algérie, de Gaulle, pour rester dans la course, décide de se servir d'atolls dans l'archipel pour les essais nucléaires. De 1966 à 1996, 193 tirs ont été faits sur les atolls de Mururoa et Fangataufa. Silence radio jusqu'en 86 sur ces essais et leurs effets, car les hôpitaux étaient sous l'emprise directe des médecins militaires. En 1996 Chirac les arrête après un dernier essai. Les langues vont se délier un peu : augmentation des cancers de la thyroïde, mais pas que. Il faudra attendre 2010 pour qu'une loi d'indemnisation des victimes très restrictive soit promulguée :

18 cancers reconnus contre une trentaine aux USA, les militaires en priorité. Quelques centaines d'indemnisations sur des milliers de dossiers déposés.

UNE CATASTROPHE HUMAINE ET ENVIRONNEMENTALE

Il est impossible de le nier. Les effets criminels des essais sont là : 600 nouveaux cancers par an, des enfants malformés à la naissance. La ministre des Outre-mer dit « assumer l'héritage » : bien sombre héritage ! Vont-ils enfin indemniser toutes les victimes, pas seulement les vétérans (beaucoup sont morts, on est en 2018 !) ? Vont-ils assumer aussi la catastrophe environnementale liée à ces essais ? Mururoa et Fangataufa sont perdues pour des milliers d'années. Mururoa risque d'être engloutie, car il y a des fissures dues aux explosions. Les retombées radioactives sont aussi sur des îles habitées. La Polynésie est un paradis empoisonné par l'État français capitaliste qui a tué des milliers de personnes et détruit la planète.

L'ENSEMBLE DE LA POLYNÉSIE A ÉTÉ EXPOSÉ AUX RADIATIONS



LA MACRONIE EN CRISE COMBIEN DE TEMPS TIENDRONT-ILS ENCORE ?

■ CÉCILE RIMBOUD

Affaires, scandales, démissions en pagaille... Macron-Philippe ont de plus en plus de mal à cacher leur faiblesse. Ils ont eu un mal fou à former le nouveau gouvernement. Ils n'ont trouvé personne d'autre pour le ministère de l'Intérieur que Castaner, suffisamment aux ordres puisqu'il était chef d'En Marche. Sous le règne du Président des riches, on n'avait jamais eu autant de millionnaires au gouvernement, et la tendance continue : après Pénicaud, ministre du « travail »-DRH, voilà Wargon, secrétaire d'État à la « transition écologique »-responsable « comm » chez Danone (voir page 8). Macron continue à s'assurer que la petite équipe à sa botte sera entièrement dévouée au service des ultra-riches et des multinationales.

LREM : LES RATS ÉVACUENT EN MASSE

Gérard Collomb est, pour l'instant, le dernier rat-ministre à avoir fui le gouvernement. C'est déjà le septième en moins d'un an et demi. Avant lui il y a eu Nicolas Hulot (voir l'Égalité n°191), Laura Flessel (sports, qui a démissionné soi-disant pour des raisons personnelles, en réalité pour une affaire de fraude fiscale), François Bayrou, Sylvie Goulard et Marielle de Sarnez (tous

les trois mis en cause dans l'affaire des emplois fictifs au MoDem) et Richard Ferrand (mis en cause dans l'affaire sur des transactions immobilières des Mutuelles de Bretagne – pas de panique pourtant, il a été nommé à la tête de l'Assemblée nationale en septembre).

Voilà la « République » selon Macron : celle des riches au-dessus des lois, des politiciens corrompus mais jamais inquiétés, des élus aux ordres, et des petites frappes comme Benalla, qui s'est promené partout avec une arme sur lui sans jamais en avoir eu le droit et qui se dit fier d'avoir tabassé deux manifestants en mai.

DE PLUS EN PLUS FRAGILE

Ça grogne aussi dans les rangs des députés-caniches LREM. Les promesses de renouveau et de changement de méthodes sont déjà brisées. Frédérique Dumas, députée du 92, en quittant le groupe En Marche à l'Assemblée, a ainsi dénoncé l'autoritarisme macroniste : « Être écouté, voire entendu, faire bouger les lignes est tout simplement impossible (...). Même donner un avis est vu comme une révolte si l'on n'est pas conforme ».

Tout cela tient encore debout, mais c'est extrêmement fragile. Macron n'a

jamais eu de soutien de masse, mais le peu dont il pouvait bénéficier s'effrite à vitesse grand V. C'est pour cela qu'il a recours à des méthodes très autoritaires, à la fois contre ses opposants politiques (France insoumise avant tout) mais aussi contre tou-te-s celles/ceux qui luttent contre sa politique (étudiants condamnés à la prison pour avoir participé à une AG à Nanterre, procès contre des syndicalistes combattifs à La Poste, harcèlement policier sur les piquets de grève comme à Hyatt, etc). Le caractère extrêmement dur et systématique de cette répression trahit leur fébrilité.

CRISE DE LA CLASSE DIRIGEANTE

C'est bien l'ensemble de la classe dirigeante qui est confrontée à une crise politique. Macron est, oui, leur meilleur serviteur, mais c'est aussi le seul ! Les partis pro-capitalistes du PS au FN sont tellement discrédités qu'ils seraient incapables de fournir eux-mêmes un régime plus stable pour appliquer le programme des capitalistes : privatisations massives, destruction des droits des travailleurs... C'est bien pour cela que les médias des capitalistes soutiennent Macron comme un seul homme et sans réserves... Il faut pourtant croire que ce n'était pas encore assez puisqu'il a carrément fait fermer la salle de presse de l'Élysée.

Lénine soulignait que l'un des indices d'une situation révolutionnaire était la « crise de la politique de la classe dominante, qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. » La fissure commence à être de taille et le moment est plus que propice pour engager la discussion sur le type de gouvernement dont nous avons besoin, nous : un gouvernement des travailleurs, dédié à servir les intérêts de la grande majorité opprimée de la population. Car même si nous n'en sommes pas là, « l'ancien gouvernement ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir" ».



Affaire Benalla, démissions et scandales... le gouvernement est faible et instable. De tels épisodes de crise sont des opportunités pour les partis et syndicats.

ÉCONOMIE : LES RICHES S'ENRICHISSENT, LA CRISE CONTINUE

■ MATTHIAS LOUIS

Derrière les États-Unis, la France est le deuxième pays où le nombre de millionnaires a augmenté le plus vite dans le monde : 259 000 de plus l'an dernier ! Ce n'est pas un hasard, mais bien un effet des cadeaux de Macron pour les plus riches comme la suppression de l'impôt sur la fortune ou encore le crédit d'impôt (C.I.C.E.) pour les entreprises.

TOUJOURS PLUS DE CADEAUX AUX RICHES

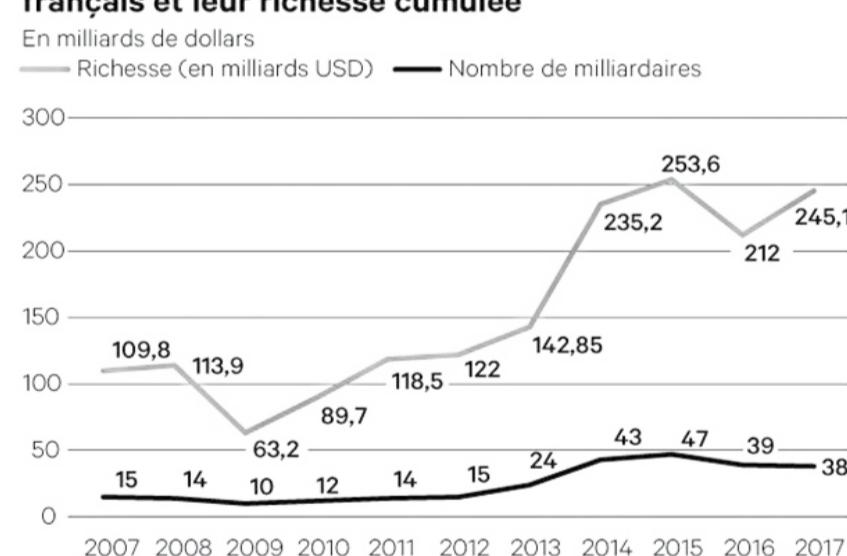
Après les dizaines de milliards partis dans les poches des actionnaires, le C.I.C.E. va être directement transformé en allégement permanent de cotisations sociales, sans aucune obligation de créer des emplois. D'ailleurs, Macron facilite par la loi les licenciements, supprime les emplois aidés et organise des milliers de suppressions d'emplois dans les entreprises et services publics.

Par contre, il faut bien financer tous ces cadeaux. Plusieurs mesures nous les font payer : l'augmentation de la CSG, la hausse des taxes sur les carburants (24 % en 1 an), la diminution des APL et des aides aux handicapés, etc. Et l'inflation est plus forte que prévue : +2,3 % en juillet 2018 sur un an. À côté, les revenus n'ont augmenté que d'1 % et le chômage monte.

UN RETOUR À LA CROISSANCE ?

On nous dit que l'emploi redémarrera avec le retour de la croissance (probablement de 1,7 % en 2018). Rien n'est moins

Evolution du nombre de milliardaires français et leur richesse cumulée



sûr. En 2017, avec une croissance de 2,2 %, moins de 300 000 emplois ont été créés dans le privé et 13 000 supprimés dans le public.

Avec 6 millions de chômeurs, il n'y aura aucune croissance possible qui permettra le plein-emploi à moins d'avoir une politique de diminution du temps de travail sans perte de salaire, des relocalisations de production, et la création massive d'emplois publics utiles (et non des suppressions comme montré plus haut).

De plus, la France importe beaucoup plus qu'elle n'exporte. Aussi bien en terme de services que de marchandises. Les exportations françaises sont très concentrées sur quelques multinationales aéronautiques, pharmaceutiques et de luxe.

La dette de la France a fortement augmenté pour refinancer les banques et a dépassé les 99 % du PIB. Le remboursement de la dette en 2018, ce sont

41 milliards sur les 386 milliards de dépenses du budget de l'État. Cette dette est uniquement soutenable car les taux d'emprunt à la BCE sont toujours à 0 %. Ceci permet aux États d'emprunter gratuitement, et pour la France, de réduire le déficit budgétaire à 2,6 % du PIB.

L'économie française est donc très dépendante de la situation de la zone euro, elle-même instable. Une nouvelle crise pointe, comme l'indique le FMI dans son dernier rapport qui table sur une baisse de la croissance mondiale. Les tensions entre l'Italie et la commission européenne, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, la chute de nombreuses monnaies (y compris les crypto-monnaies sur internet), sont autant de symptômes d'une économie mondiale qui ralentit et qui démontre l'incapacité du capitalisme à régler ses propres crises.

SYNDICATS : LUTTER OU COLLABORER ?

Depuis quelques années, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans les syndicats, en particulier à la CGT, contre les directions confédérales qui vont discuter lors des grandes messes de présumées concertations sociales, très en vogue durant le quinquennat d'Hollande, qui servent à faire avaliser les contre-réformes par les organisations syndicales.

SYNDICATS-PATRONAT MAIN DANS LA MAIN ?

Mais cette année, les grandes confédérations ont dépassé une ligne rouge, en se réunissant, les 11 et 17 juillet dernier, avec les organisations patronales pour sortir un texte commun pour appeler le gouvernement au dialogue social : une sorte de front uni avec les organisations patronales pour prétextement imposer au gouvernement un agenda commun syndicat-patronat dans le cadre du dialogue social.

Comment croire une seule seconde que les organisations patronales pourraient être nos alliées face à un gouvernement qui met en œuvre une politique qui défend leurs intérêts ? Nous n'avons aucun intérêt commun à défendre avec nos exploiteurs.

Cette participation de la direction confédérale de la CGT à cette initiative, suivie de la déclaration commune de la rentrée des cinq confédérations (CGT-CFDT-FO-CGC-CFTC) appelant le patronat au dialogue social, montre la dérive idéologique de la

direction confédérale de la CGT.

POUR UN FRONT UNI DE LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON !

Nous n'avons pas besoin de directions syndicales qui collaborent avec nos ennemis. Mais au contraire, les directions syndicales doivent fédérer les luttes nombreuses, de l'hôtel Hyatt à l'hôpital de Niort et d'Amiens, des Postiers des Hauts-de-Seine à Ascoval, contre les licenciements et les suppressions de postes, la casse des services publics et leur privatisation, pour des hausses de salaires et leur indexation sur la hausse des prix, pour une véritable protection sociale qui permette une prise en charge totale de la maladie, et qui permette aux retraités ou aux chômeurs de vivre dignement, contre la répression...

La journée de mobilisation du 9 octobre, même si elle n'a pas été un raz-de-marée, montre qu'il reste une véritable volonté de combattre dans la classe ouvrière et chez les syndiqués. Mais au-delà, la colère gronde dans tous les secteurs de la société. C'est d'un front uni du refus de cette politique dont nous avons besoin urgentement, avec les étudiants contre la sélection à l'Université ou avec les parents d'enfants handicapés qui n'ont plus de solution pour la scolarité de leurs enfants, etc. Le gouvernement Macron est affaibli, il est plus que temps de faire tomber Jupiter de son piédestal !



ÇA CRAQUE PARTOUT DANS LA SANTÉ !

Partout en France, les services de santé sont en souffrance. Tous subissent les réductions de budget intenables imposées par les agences régionales de la santé (ARS), aux ordres directs de la Ministre de la santé et de la politique de Macron.

Le résultat est sans appel, partout on dénonce la dégradation des conditions de travail, due au manque de moyens humains, matériels et financiers. À St Maurice (94), 70 postes sont menacés et l'école pour les enfants ne sera plus assurée. À Amiens (80), c'est un pavillon entier de l'hôpital

psychiatrique Pinel qui ferme, l'hôpital psy de Niort (79) suit le même chemin. Au CHRU de Nancy (54), on prévoit 785 postes en moins d'ici 5 ans...

Ces conditions invivables pourrissent la vie des soignants et se répercutent sur les patients et la qualité des soins qu'on peut encore leur accorder.

Pour en finir avec ce carnage dans les services de santé, il faut une lutte unifiée des personnels soignants et un soutien massif des syndicats, des usagers et de leurs proches, car ces attaques nous concernent tous !

C.H.R.U DE NANCY EN LUTTE

■ YANN VENIER

D epuis au moins 10 ans, le CHRU de Nancy fait face à une politique drastique d'austérité. Les personnels et les patients en font les frais. Après une nouvelle cure ayant dégradé une nouvelle fois les conditions de travail et la qualité des soins, l'hôpital est en quasi-faillite avec une dette de 400 millions d'euros et un déficit de 290 millions.

Pour obtenir des subsides de l'Etat, c'est de nouveau 400 postes minimum qui doivent être supprimés et le regroupement des différents établissements du CHRU qui risque

d'entraîner de nouvelles suppressions d'emplois.

Depuis septembre, cinq mobilisations appelées par l'intersyndicale CGT-FO-CFTC et la CFDT, ont rassemblé 400 personnes. Le 22 octobre devant l'ARS étaient réunis les députés et sénateurs des circonscriptions alentour, l'ARS qui a refusé de recevoir une délégation des personnels.

Il est clair que si les personnels veulent obtenir satisfaction, en particulier le gel des suppressions de postes, il va falloir augmenter la mobilisation, à l'instar de ce qui a pu se faire dans différents hôpitaux ces derniers mois.



BELVÉDÈRE EN COLÈRE !

■ LUCIE H.

L'hôpital du Belvédère à Mont-Saint-Aignan (76) est lui aussi menacé par l'attaque sur les services publics. Sous pression d'une fusion prochaine avec le CHU de Rouen suite à un déficit important, le Belvédère craint les coupes budgétaires, la suppression d'un tiers des sages-femmes et risque donc de perdre en activité et en qualité. Qui dit baisse de la qualité du public, dit orientation des usagers

vers le privé. Cela signeraît la fermeture de cet établissement, première maternité de la région normande en termes de naissance (environ 3 400 accouchements par an) et qui suit les femmes dans différentes procédures médicales dont elles ont besoin tout au long de leur vie !

Le 13 octobre a eu lieu une première manifestation : personnels, médecins et usagers ont défilé pour se faire entendre et ont pu être reçus par l'ARS. Il faut continuer la mobilisation !



LES SYNDICATS VONT-ILS BATTRE EN RETRAITE ?

■ CHRISTINE B.

L e produit de la réforme des retraites est pourri, mais l'emballage est beau : créer un système de retraite « universel » à points, où chaque euro cotisé vaudra les « mêmes droits » pour tous les travailleurs. Une illusion d'égalité car la retraite est alors proportionnelle au nombre de points acquis : la retraite est totalement liée au salaire, reproduisant ainsi les énormes écarts de revenus existants chez les actifs ! Un régime par point met donc en pauvreté petits salaires, travailleurs de plus en plus exploités et de moins en moins payés, temps partiels, au chô-

mage, en invalidité, femmes qui ont élevé leurs enfants et jeunes rentrés plus tard dans l'emploi.

La plupart des syndicats sont pour l'instant dans une posture de discussion avec le Haut-commissaire à la réforme des retraites Jean-Paul Delevoye et le Medef... discussion d'aménagements pour que la pilule soit plus facile à avaler : un peu d'aménagement pour les femmes, un peu d'aménagement pour les handicapés, un peu d'aménagement pour l'âge... La CFDT annonce que « Si on touche aux 62 ans, la CFDT est mobilisée ! » ; le gouvernement la rassure : « l'âge légal reste 62 ans » mais parle de décote et « d'âge pivot » à 63 ans !



GRÈVE AU PARK HYATT VENDÔME !

■ PAULINE I.

L e Park Hyatt Vendôme est un luxueux palace – 35 100 700,00 € de chiffre d'affaires en 2017 – situé rue de la Paix, la plus chère de Paris. Depuis le 25 septembre, les employés et employées sous-traité-e-s maintiennent leur grève et leurs revendications :

L'embauche directe par l'hôtel de l'ensemble des salariés de la sous-traitance, le droit au 1 % logement et la prise en charge du titre de transport par l'employeur (75€ par mois). Depuis 15 ans l'hôtel refuse d'embaucher ces salariés et préfère déléguer au sous-traitant STN. Trop facile : fermer les yeux sur les conditions de travail inacceptables pendant que les plus riches de ce monde viennent payer leur chambre jusqu'à 16 000€ par nuit ! Cet hôtel n'aurait donc aucun mal à augmenter les salaires de ses employés, plus bas que celui des sous-traités, et de répondre aux revendications de ces derniers. Il est nécessaire de reconnaître leur travail comme pénible et destructeur. On ne compte plus les arrêts maladie !

Forcément, une grève longue et résistante dans cette rue et sous les fenêtres des riches dérange ! Macron, sa clique, la direction de l'hôtel et STN se sont mis d'accord pour ne rien céder. Ils n'hésitent pas à enfreindre la loi pour casser la grève, en employant du personnel extérieur ou en mobilisant des vigiles qui ont envoyé deux grévistes à l'hôpital ! C'est intolérable !

Allons soutenir les grévistes déterminé-e-s à ne rien lâcher !

Caisse de grève et soutiens : sur le piquet, avec la Gauche Révolutionnaire, la CGT HPE, et en ligne www.lepotcommun.fr/pot/lvpwil8t



LOI ELAN : LES DÉMOLISSEURS DE LOGEMENTS SOCIAUX !

■ CHRISTINE B.

A vec la nouvelle loi « Elan » de Macron, fonds d'investissement et fonds de pension vont pouvoir acheter en « nue propriété » des immeubles HLM entiers. L'hypocrisie est totale, car le gouvernement dit vouloir faciliter l'accès à la propriété des locataires HLM ! Que devient alors la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU), qui, depuis l'an 2000,

imposait aux communes déficitaires en HLM d'atteindre un quota de 25 % de logements sociaux ? Les organismes de HLM vont pouvoir vendre partout ! Difficile de reconstituer ensuite une offre de HLM, mais facile de réaliser une forte plus-value immobilière dans des endroits comme Neuilly, Cannes, Paris, Lyon ! Et tant pis pour les personnes en mal de logements décents à un prix correct : étudiants, habitants de logements insalubres... S.D.F. !

La question des retraites est un enjeu de société qui englobe des questions de statuts professionnels, de revenu, de social, de solidarité... mais elle est présentée comme un coût : qui dit coût dit profit, et un marché pour vendre des assurances-retraites privées ! Pour défendre notre système par répartition et notre droit à une retraite digne, la CGT et les syndicats qui se sont prononcés contre la retraite à points (Solidaires, FO...) devraient dès à présent appeler à un front intersyndical et interprofessionnel : en invitant tous les travailleurs à discuter ensemble d'un plan de bataille pour stopper Macron et son carnage social !

LES POSTIERS 92 DOIVENT GAGNER LEUR GRÈVE !

■ ROXANE

D epuis le 26 mars, une lutte sans relâche mobilise plus de 150 postiers du 92. La Poste essaye d'imposer une réorganisation de la journée de travail, en espérant donner « une double charge » aux postiers pour le « même salaire ».

Ce projet est ignoble et détruit le métier de facteur et l'être humain qu'il y a derrière. Tout ceci est accompagné d'une répression perpétuelle de la Poste contre les postiers. Comme avec l'exemple de Gaël Quirante, camarade syndiqué, qui a été lâchement licencié. La souffrance dans ce milieu est exponentielle ; le suicide d'une factrice en Dordogne montre la violence à laquelle sont confrontés ces derniers. Mais la ténacité des travailleurs, « de tous les métiers et de tous les services » montre notre détermination au patronat. On lâche rien ! Nous devons tous prendre part à cette lutte, notre soutien matériel ou physique est essentiel.

- Caisse de grève en ligne : www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk166
- Par chèque adressé à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne Colombes, avec la mention «Solidarité grévistes»,
- Commander le calendrier 2019 au prix de 10 euros minimum à la même adresse (mention calendrier) ou par virement (IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214)

UN PAVILLON POUR L'AQUARIUS !

L 'Aquarius, le bateau de l'association SOS Méditerranée opérant des sauvetages en mer des migrants, est immobilisé depuis près d'un mois. Cela à cause de la suppression du pavillon (l'immatriculation d'un bateau, permettant de naviguer légalement) par Gibraltar puis Panama. Le navire a été accusé « d'encourager l'émigration ». Il faut bien fermer les yeux sur la situation pour oser dire cela ! Sauver des vies humaines de la noyade n'est pas encourager l'immigration, mais juste faire preuve d'humanité. Nous devons faire pression pour que la France donne un pavillon à l'Aquarius ! Tout le monde doit avoir des conditions de vie décentes, migrants ou non.

FRANCE INSOUMISE : COMMENT AVANCER ?

■ LEïLA MESSAOUDI

À près seulement deux ans d'existence, la France insoumise est la force politique la plus connue à gauche. Et Macron, en commanditant des perquisitions massives contre la FI le 16 octobre l'a confirmé. La FI (et Mélenchon) reste l'ennemi politique à abattre pour lui et son gouvernement.

LE BESOIN D'UNE FORCE PUSSIANTE FACE À MACRON

Face à Macron, Mélenchon et son mouvement constituent la première force d'opposition à gauche vers laquelle regarde toute une partie des travailleurs et des jeunes. En mai dernier, le succès des manifestations des 5 et 26 mai, auquel ont largement contribué les insoumis, a montré le rôle central que la FI peut jouer pour traduire la colère sociale. La France insoumise occupe un espace politique à gauche. Et les élections européennes, premières élections



nationales depuis juin 2017, peuvent être un moment pour progresser.

Tous les jours, la situation politique, l'attitude du gouvernement et la faiblesse de la gauche et des syndicats confirment le besoin d'un nouveau parti pour le socialisme, une force qui permette à une échelle large de discuter et

d'agir collectivement pour renverser le gouvernement Macron et mettre fin au pouvoir des capitalistes.

La création de la FI a été un moment positif dans ce sens. Aujourd'hui la situation exige d'aller plus loin et que le mouvement se clarifie et se transforme pour devenir plus solide, politiquement

et dans sa structuration. Or Mélenchon et son équipe continuent de dire que la France insoumise est et restera un mouvement aux contours flous. Cette orientation fragilise la FI et les insoumis. Dès sa création, la FI a connu des difficultés de fonctionnement et des questions démocratiques qui persistent. Et il y a une difficulté à mettre en pratique le programme sur le terrain. Le peu de débats rend aussi fragile le mouvement et amène l'incertitude et les hésitations des insoumis sur les priorités à avoir. De ce fait, les nouveaux qui nous contactent peuvent rester inactifs longtemps sans trouver leur place d'insoumis. Pour pouvoir jouer un rôle déterminant à gauche, le mouvement de la France insoumise doit dépasser ces limites.

ÊTRE UNE FORCE CONSCIENTE À GAUCHE

Le rythme de la FI est impulsé autour de campagnes nationales par l'équipe de Mélenchon. Mais les groupes insoumis existent et la situation exige une poli-

tique quotidienne et locale qui ne peut pas tomber d'en haut.

Les campagnes nationales peuvent être en décalage avec la situation politique et sont menées par conséquent de manière inégale. Par contre, alors que tous les insoumis étaient mobilisés pour le 9 octobre ou pour les mobilisations des retraités, la FI n'avait pas de matériel spécifique. Autre exemple avec la question de la vie chère, des prix du gaz et du pétrole qui rongent la vie de millions de travailleurs et de jeunes. La FI mène une campagne anti pauvreté lancée l'an dernier, c'est le moment de demander le blocage des prix, l'augmentation des salaires, la gratuité des transports... La France insoumise peut permettre à toute une partie des travailleurs et des jeunes en colère de discuter et agir ensemble.

La majorité des insoumis et ceux qui soutiennent la FI veulent être une force de frappe décisive au quotidien et dans les élections. C'est le sens des propositions que fait la Gauche révolutionnaire en soutenant et en construisant là où c'est possible la FI.

CHANGEMENT DE CAP AU PCF ?

■ ALEX ROUILLARD

La préparation du 38ème congrès du PCF a donné un résultat inédit. Le texte présenté par la direction n'a recueilli que 38 % des suffrages des adhérents à jour de cotisation (11 467 voix) tandis que le principal texte d'opposition, *Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle*, a recueilli 12 719 suffrages, soit 42 %. Pas de majorité réelle donc. Les points qui font divergence ne sont pas réellement abordés sur le fond – même si le texte arrivé en tête se veut plus tranché ou incisif sur certaines questions. De fait, il y a peu de chance que ce congrès aboutisse à une réelle clarification.

Le PCF est-il en crise profonde ? Chaque année, sauf en 2016 (lutte contre la loi « travail »), le PCF perd des milliers d'adhérents. De 133 000 membres en 2003, il est tombé à 49 000. Même s'il reste la plus grosse organisation de gauche, il ne peut plus prétendre jouer de rôle dirigeant. D'autant plus qu'électoralement, c'est l'écroulement complet. À la présidentielle de 2007, 1,93 %, aux législatives de 2017, 2,72 % : les plus bas scores jamais enregistrés. Et sur les 11 député-e-s PCF élue-e-s, 5 l'ont été grâce à l'absence au premier tour d'un candidat de la France insoumise en face d'eux (dans des circonscriptions où la FI ne s'était volontairement pas présentée, et ce malgré le refus du PCF d'avoir un accord national sur les 52 circonscriptions).

DE VRAIES DIVERGENCES ?

Le texte présenté par la direction nationale (CN) restait flou sur la plupart des aspects. C'est ce qui lui a valu de vives attaques, tant de la part des partisans du texte « Manifeste » que de ceux du texte « Se réinventer », arrivé 3ème avec 11,9%.

Le texte du CN essayait de faire à la fois une critique de Mélenchon et de la France insoumise sans jamais évoquer l'objectif propre du PCF : « *La construction de mouvements populaires, d'expérimentations sociales, de majorités politiques capables de réaliser concrètement l'avancée des aspirations émancipatrices de notre peuple est le cœur de notre stratégie.* »



Difficile de faire plus flou. D'autant que plus loin, le texte affirme, amnésie à la clef, que le PCF est « pour beaucoup » dans le succès de Mélenchon. Amnésie car il a fallu deux votes internes au PCF pour accepter d'appeler à voter pour le candidat de la FI, et que cela ne s'est fait, à reculons, qu'avec la certitude que la candidature Hamon allait à l'échec.

UN PAS À GAUCHE ?

Dans un parti qui est sans cesse en recul, ce genre de position qui ne tranche sur rien ne peut pas être satisfaisante. C'est cela qui explique le succès du texte « Manifeste ». D'une part, ce texte fait une référence plus centrale au marxisme et à la lutte des classes. Il rassemble les mécontentements : critique de l'absence de candidat PCF la présidentielle (lequel aurait fait un score particulièrement bas mais la chose n'ayant pas eu lieu, il n'est pas difficile de dire « on aurait dû »). Il en découle que le texte qui sert désormais de base au congrès du PCF décide donc « qu'il y aura des candidats communistes à chaque élection ». Cela rassure mais cela ne fait pas une politique.

De la même manière, le texte remet en cause l'Union européenne mais parle des missions de la Banque centrale européenne et de « la monnaie » qui doit servir à l'emploi. De fait, la critique est plus vive mais les propositions restent tout aussi floues.

Ce n'est pas nouveau que le PCF manie les citations de Marx, parle de lutte des classes, pour au bout du compte ne parler que de « dépassement du capitalisme », c'est à dire en gros, dire que le capitalisme

pourrait être remplacé progressivement par autre chose. Le socialisme n'est même pas mentionné.

Le peu de voix d'écart entre les deux principaux textes (qui sont de plus très semblables sur le fond) risque de voir les tensions se porter sur des points mineurs, de même que la constitution de la nouvelle direction.

UN CONGRÈS DE TRANSITION ?

Aucun des textes du congrès n'aborde la question du parti socialiste et des relations du PCF avec lui. « *Le PS reste incapable de se dégager du social-libéralisme* », c'est un peu court.

Le PCF a été incapable de se placer dans l'opposition sous Hollande sauf ponctuellement. Ses alliances aux dernières législatives, parfois dès le premier tour, avec le PS, sa participation aux majorités dans de très nombreuses villes, montrent que le PCF n'a pas rompu avec sa politique de ces 30 dernières années : peser sur la « gauche » mais ne pas chercher à en prendre la tête et considérer le PS comme un partenaire.

L'une des raisons du succès électoral de Mélenchon et de la FI est cette rupture complète avec le PS. Les discussions sur un « dépassement du capitalisme » sont vaines. Si on veut reconstruire un authentique parti révolutionnaire qui défende les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population, cela n'est possible qu'en défendant le socialisme comme un objectif concret, ce qui passe par la plus totale indépendance vis à vis des partis qui cogèrent le système.

LE PS CONTINUE À SE DÉCOMPOSER

■ YANN VENIER

L'annonce du départ de deux représentants de « l'aile gauche » du PS, Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que d'un certain nombre de cadres, élus et militants, et leur volonté de créer une nouvelle organisation représentent une étape supplémentaire de la décomposition du Parti socialiste.

Il est clair cependant que le projet de Maurel et Lienemann n'est pas de rompre avec l'idéologie réformiste. Leur scission avec le PS n'est en réalité qu'une rupture avec le « hollandisme », qui n'est que le stade final de la décomposition de la politique réformiste et de son adaptation au capitalisme.

Maurel et Lienemann, ces deux caciques des « frondeurs », quittent ce parti sur la base de la nostalgie du PS de 1981, celui de Mélenchon, mais aussi des différentes formes de l'union de la gauche (programme commun, gauche plurielle, etc.).

Pourtant, c'est bien ce parti, dès 1983 et à chaque fois

qu'il aura le pouvoir, qu'il soit dirigé par Mitterrand, Jospin ou Hollande, qui organise l'austérité contre la classe ouvrière, et avec le concours de ses alliés (servant d'alibi de gauche ou écologistes) mène de plus en plus clairement et ouvertement une politique de défense des intérêts des capitalistes.

En voulant se rapprocher de la FI, en discutant d'une possible liste commune pour les élections européennes, Maurel et Lienemann espèrent bien reconstituer ce pôle réformiste (de gauche). La FI n'aurait rien à y gagner hormis plus de confusion politique !

Il est probable que pour ce qui reste du PS, tiraillé entre les deux pôles que représentent la FI à gauche et la République en Marche à droite, son avenir sera désormais de jouer uniquement un rôle de second plan au niveau national, malgré le retour annoncé de vieilles figures telle que Ségolène Royal, qui tiendra essentiellement sur la capacité des barons locaux à conserver ou à gagner des positions dans les collectivités territoriales.





LES JEUNES DE LA GAUCHE RÉvolutionnaire ÉCRIVENT !

Les jeunes, étudiants et lycéens, ont écrit un petit journal sur la jeunesse en France. Ce « quatre-pages » est à destination des jeunes bien sûr mais aussi de leurs parents, qui vont se rendre compte que l'avenir de leurs enfants est menacé par la politique de Macron. En effet celui-ci, malgré sa propagande médiatique, multiplie les attaques sur les conditions d'études et la possibilité d'en faire, notamment au lycée et dans l'enseignement supérieur.

Ce quatre-pages couvre les principales attaques de Macron contre la jeunesse : Parcoursup et ses conséquences, la contre-réforme concernant l'enseignement professionnel, les suppressions de postes. Ce quatre-pages aborde aussi pourquoi militer quand on est lycéen, et bien d'autres sujets encore ! Il est vendu à prix libre pour permettre à toutes et tous de l'avoir et à chacun de participer à hauteur de ses moyens.

EDITE PAR LES JEUNES DE LA GAUCHE RÉvolutionnaire - OCTOBRE 2018 - PRIX LIBRE

LYCÉEN-NES, ÉTUDIANT-E-S, JEUNES, ENTRONS EN LUTTE !

La solution toute trouvée ?

Au cœur de la masse populaire, par le système capitaliste, M. MACRON nous a mis à nouveau intensément au travail. Simplement pour trouver une place pour trouver un travail ! Cette phrase étant dénuée de bon sens, est toutefois devenue une maxime pour les jeunes. Ils peuvent alors que se peuvet aux boulotz précaires de type "à temps partiel" pour ne citer qu'eux) aux conditions d'exercice extrêmement difficiles.

CONTACTEZ-NOUS pour discuter et AGIR AVEC NOUS !
grcontact@hotmail.com - TelWhatsApp : 06.81.17.68.44
Facebook : Gauche Révolutionnaire - Twitter : @gaucherevo
www.gaucherevolutionnaire.fr

Procurez-vous rapidement notre 4-pages auprès des militant-e-s de la GR !

SOCIALISME 2018 : UNE BELLE RÉUSSITE ! MULTIPLIONS LES ASSEMBLÉES !

Chaque année en Octobre, la Gauche Révolutionnaire a organisé Socialisme, une journée de débats et discussions, ouvertes à tous et toutes, dans la ville de Montélimar où nous avons une section du parti.

Ce Socialisme 2018 fut une belle réussite. Cette journée a rassemblé plus de 50 personnes venues discuter



autour de thèmes comme l'écologie, le droit des femmes, les discriminations, l'impérialisme français en Nouvelle-Calédonie ...

Nous avons eu de riches échanges, où chacun a pris la parole, alimentant le débat lors des discussions ou au moment des pauses.

La journée s'est terminée par un meeting où deux de nos camarades,

Gilles Reynaud de la France Insoumise et Rémy, camarade cheminot, ont exprimé leurs idées et leurs luttes, puis autour d'un repas, accompagné de la musique du groupe Les Manbouss !

C'est lors de ce genre de journée que l'on se rend le plus compte de la nécessité de construire une vraie force politique dont les masses peuvent s'emparer pour mener une lutte révolutionnaire. Multiplions les événements comme celui-ci, les assemblées générales sur nos lieux de travail, à l'usine ou à la fac. Mais organisons-nous tous ensemble, contre Macron, sa politique et ceux qu'elle sert : les riches et les grands patrons... Car ce n'est qu'en s'organisant dans un parti structuré, réellement démocratique (avec des élus révocables et où toute décision prise peut être discutée et revotée) que l'on pourra changer ce système pourri qui profite toujours aux mêmes et construire un monde plus humain, plus juste et équitable : le socialisme !

STOP AUX VIOLENCES SEXISTES !

Les cas médiatisés de harcèlement et oppression sexiste au travail sont venus rappeler que le phénomène est largement répandu. Il n'est hélas qu'une facette des diverses formes de violences que peuvent subir les femmes et les minorités sexuelles ou de genre dans cette société.

Le harcèlement de rue, au travail, dans les études, le cadre familial... sont une violence qui peut déboucher sur plus grave encore : agression, agression sexuelle, viol... L'observatoire des violences faites aux femmes (rapport de novembre 2016) estime qu'en France, 223 000 femmes sont victimes chaque année de violences conjugales, et que 84 000 subissent un viol ou une tentative de viol, dont seules 10 % des victimes ont porté plainte. La violence qui s'acharne sur les femmes est l'expression de la violence de toute cette société basée sur l'exploitation.

Les lois se sont multipliées mais Hollande-Valls faisaient aussi passer la loi Macron I qui permettait aux patrons de faire travailler, de fait, surtout les femmes, tard le soir dans les commerces et services. La loi du gouvernement sur le harcèlement de rue ne pourra avoir qu'un effet léger : le nombre de plaintes est faible comparé au nombre d'agressions, et c'est à la victime d'apporter la preuve ce qui

n'est vraiment pas évident. Et ce gouvernement d'hypocrites de massacer en parallèle les budgets des services de prévention et des services publics, notamment sociaux.

Des femmes s'organisent et revendiquent de pouvoir circuler, travailler,... sans se sentir en insécurité. Comme la revendication d'espaces non-mixtes : wagons pour femmes, heures de piscines réservées aux femmes, ... C'est compréhensible de rechercher des lieux protégés du harcèlement, mais cela a des limites. En effet, cela ne rend pas l'espace public plus accessible aux femmes, cela risque de devenir une restriction des lieux et heures où les femmes peuvent faire du sport, se déplacer,... Il faut donc continuer d'exiger une meilleure utilisation de l'espace public pour toutes et tous : plus de transports en commun, plus de lieux de loisirs publics,... encadrés par du personnel formé et en nombre suffisant.

On pourra toujours faire plus de lois et mettre en place amendes, contrôles... cela ne changera pas le problème. Aujourd'hui, on peut légalement porter plainte pour harcèlement ou sexe au travail, mais 94 % sont classées sans suite... les syndicats et les travailleurs/ses n'ont aucun réel pouvoir sur une situation aussi révoltante. Le lieu de travail est la base d'une société

où les rapports se fondent sur la domination et l'exploitation. Si on n'a pas le droit de contester son supérieur, si on est obligé d'accepter les pires conditions de travail comme apporte la loi « Travail 2 », comment peut-on s'opposer au harcèlement, sexe ou autre ? La réduction des pouvoirs des organisations de défense des travailleurs (CHSCT ou délégués du personnel) va encore agraver la situation.

La lutte contre les violences sexistes dans la rue ou au travail ne peut aboutir que si elle est aussi contre la mise à disposition de notre temps de travail pour les seuls profits de patrons et d'actionnaires. La question est quelle campagne, quelle présence et actions font les syndicats et les partis qui défendent vraiment les travailleurs/ses : de meilleurs salaires, égaux à travail égal, pour toutes et tous, le partage du travail entre tous avec la baisse du temps hebdomadaire, et des vrais services publics.

Une société basée sur la satisfaction des besoins de toutes et tous pourra permettre le développement de rapports fraternels et respectueux. La société pour laquelle nous nous battons, le socialisme, pourra poser les véritables bases matérielles de la fin de l'exploitation, et ainsi de la fin de toutes les violences, racistes, homophobes... et sexistes.

ÉCOSE : LA RÉVOLTE DES TRAVAILLEUSES



Les mardi 23 et mercredi 24 octobre, à Glasgow, 8 500 femmes, à 90 % des travailleuses précaires, sont entrées massivement en grève pour exiger l'égalité entre les salaires des hommes et des femmes, probablement la plus grande grève de toute l'histoire de la Grande Bretagne sur cette question. Comme l'ont dit nos camarades du Socialist Party Scotland, notre organisation soeur

en Écosse : « Ce n'est pas une grève. C'est une révolte. Des milliers de travailleuses font grève et manifestent pour l'égalité salariale à Glasgow. Les écoles, les services de garderie, de ménage, de restauration, de soin à domicile sont paralysés [par les piquets de grève des travailleuses]. Un avant-goût du pouvoir de la classe ouvrière avec les femmes travailleuses qui ouvrent la voie. »

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE !

La Gauche Révolutionnaire participe à la France insoumise (FI) depuis novembre 2016, suite à la décision prise lors de notre Congrès national. Son succès à la présidentielle de 2017 montre tout le potentiel pour une force politique de masse et de lutte, qui combatte le capitalisme et cherche à le renverser. Le texte de cette nouvelle brochure a été adopté à l'unanimité lors de notre conférence nationale du mois de février (voir l'Égalité n°188). Vous pouvez vous la procurer auprès des militants, ou on peut aussi vous l'envoyer par la Poste : contactez-nous (grcontact@hotmail.com) !

EDITE PAR LA GAUCHE RÉvolutionnaire - AOÛT 2018 - PRIX LIBRE

LA FRANCE INSOUMISE :

POUR UNE FORCE POLITIQUE DE MASSE ET DE LUTTE CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME

www.gaucherevolutionnaire.fr

L'ÉGALITÉ
MOBILISATION GÉNÉRALE

CONTRE MACRON SES MAGOUILLÉS ET SA POLITIQUE

ASSE POLIT MAC

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

JE SOUHAITE M'ABONNER AU JOURNAL L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1AN > TARIF NORMAL 10 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1AN > TARIF SOUTIEN 20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1AN 30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉvolutionnaire

JE SOUHAITE SOUTENIR LA GAUCHE RÉvolutionnaire

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BANCAIRE VJE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

OU DIRECTEMENT SUR : WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

NOM / PRÉNOM: _____
ADRESSE POSTALE : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____

BRÉSIL : ANNÉES DE RÉSISTANCE À VENIR

ALEXANDRE ROUILLARD

La victoire du candidat d'extrême droite, Bolsonaro, au Brésil, est une nouvelle terrible pour le pays comme pour toute l'Amérique latine. Des années de résistances sont à venir tant le programme politique, judiciaire ou économique du nouveau président est à la fois ultra-capitaliste et profondément dictatorial. Mais la grande mobilisation qui s'est formée ces dernières semaines autour du slogan « pas lui ! » (#EleNão) peut permettre de constituer des bases de masse à la résistance.

SUITE PRESQUE LOGIQUE

La victoire de Bolsonaro par 55,6 % contre Haddad, le candidat du Parti des Travailleurs (PT) est la suite presque logique des événements de ces 15 dernières années. Lula, le principal dirigeant du Parti des Travailleurs, avait été élu président en 2002 et suscitait un immense espoir d'égalité. Des mesures pour les plus pauvres ont bien été prises, mais de manière assez limitée. Par contre, il ne s'est jamais attaqué aux capitalistes brésiliens ni aux grands propriétaires

terriens. De fait, dès la deuxième moitié des années 2000, les inégalités sont reparties à la hausse, aggravée par la crise économique déclenchée en 2008. Fortement dépendant des exportations agricole et de matière première, sans véritable développement de l'industrie, le Brésil est entré en récession.

D'autant que Lula, et surtout sa successeur (PT) à la présidence, Dilma Rousseff, ont multiplié les attaques contre les travailleurs (attaques sur les retraites et la protection sociale). A partir de 2014, Dilma mène une politique d'austérité qui coupe dans les budgets de l'Éducation et l'investissement public. Et la décision de dépenser des milliards pour l'organisation des Jeux Olympiques et de la Coupe du monde de foot de 2014 rencontre une hostilité croissante avec des mobilisations de masse de la population.

COUP D'ÉTAT

De plus, le scandale Petrobras, où des millions ont été versés à des élus du PT et de ses alliés, affecte aussi directement Dilma et Lula qui sont poursuivis en justice. La droite et le centre, pourtant eux-mêmes largement corrompus, en profitent pour effectuer

un véritable putsch en 2016, destituant Dilma pour nommer Temer, partisan de la droite classique (PSDB, issue de la dictature), lui-même corrompu et très peu populaire. Mais ce fut le tournant autoritaire, appuyé par une véritable guerre judiciaire contre le PT.

Bolsonaro n'a eu qu'à récupérer les fruits d'une telle situation qui en deux ans a complètement bouleversé le paysage politique brésilien et donné un espace aux éléments les plus réactionnaires de la société. À tout moment pouvait surgir un « Trump » brésilien, en pire.

FASCISTE

Bolsonaro est un aventurier mais il a une véritable ligne politique. Raciste, homophobe, sexiste, il a promis « la prison ou l'exil » pour les « gauchistes » et notamment les militants paysans sans terre. Sur le plan économique, il promet la privatisation de 50 entreprises d'État en un an, au plus grand bénéfice des capitalistes.

Certains à gauche n'ont pas pris au sérieux le danger que représente Bolsonaro. Mais dans tous les quartiers populaires, dans les régions pauvres

(et à majorité noire) du Nord, ce sont des millions de personnes qui se sont mobilisées.

Cela donne des bases pour la construction d'une nouvelle gauche socialiste, de masse et de lutte comme notre organisation sœur au Brésil, Liberdade Socialismo e Revolução (LSR), le défend. La lutte va être dure, et les militant-e-s du Brésil auront besoin de tout notre soutien !

Visitez le site de notre organisation-sœur :
www.lsr-cit.org



La résistance a commencé. Ici manifestation organisée par le PSOL, Parti Socialisme et Liberté. Sur la banderole : « Dictature plus jamais, sans peur du fascisme »

TURQUIE : LUTTES, CRISE POLITIQUE... ERDOĞAN EN CHUTE LIBRE

ARYK

Actuellement, Erdogan est en train de préparer l'ouverture en Turquie du « plus grand aéroport jamais construit ». Fin septembre, ce gigantesque chantier a connu un grand mouvement de lutte : 600 ouvriers en grève pour protester contre les conditions de travail esclavagistes. Le chantier a été le cimetière de plusieurs centaines d'ouvriers. La réponse du gouvernement n'a pas tardé : les 600 travailleurs en grève ont été placés en garde à vue. Depuis, une centaine d'entre eux a été libérée, mais pour les autres les nouvelles se font rares.

Cette répression se retrouve intensément à tous les niveaux. Dernièrement, le gouvernement dictatorial a autorisé le ministère de l'Intérieur à ficher 11 millions de

personnes adhérentes à des associations, une nouvelle entrave aux droits de l'Homme en Turquie.

Enfin, la répression est visible au niveau de toutes les institutions. Avec la présidentialisation, les nominations à des postes tels que préfet, recteur, gouverneur de région se font selon le libre-arbitre d'Erdogan, et sont nommés ses plus fervents disciples pour contrôler au mieux une population qui bouillonne.

Mais cette répression est la démonstration des difficultés d'Erdogan alors que l'économie va toujours aussi mal (25 % d'inflation et une livre turque qui a perdu 40 % depuis janvier). Cela s'exprime aussi au niveau politique puisque son alliance avec le parti d'extrême droite, le MHP, qui lui avait permis de gagner les dernières présidentielles, fait face à une crise importante.

MIDTERMS AUX ÉTATS-UNIS : L'OPPOSITION À TRUMP SE PRÉPARE !

VINCENT DELAPIERRE

Les midterms (élections de mi-mandat) du 6 novembre permettent une refonte de la composition de la Chambre des représentants et du Sénat. Une perte de la majorité à la Chambre des représentants pour les Républicains, largement probable, est une véritable menace pour le pouvoir de Trump : une possibilité pour les travailleurs de faire pression sur les élus pour défendre leurs droits. Le Parti Démocrate se pose en alternative même si ce parti est majoritairement pro-capitaliste. Mais quelques candidats restent ouvertement socialistes et peuvent porter un véritable programme social.

DEUX ANS D'ATTAQUES !

En deux ans Trump et les Républicains ont attaqué l'accès à la santé, les droits des femmes, des travailleurs, des LGBT+, attisé la haine raciale, aggravé les conditions de vie des pauvres et des migrants. Le gouvernement Trump, c'est la suppression de l'Obamacare. C'est la remise

en question du droit de se syndiquer. C'est l'entérinement du sexism au pouvoir par la nomination du juge Kavanaugh (anti-abortement et accusé d'agression sexuelle). C'est une politique migratoire inhumaine qui sépare des familles en enfermant les enfants dans des centres de détention et qui refuse aux frontières des caravanes de 7 000 migrants affamés par le capitalisme ! Une régression permanente des avancées écologiques et sociales pour le seul intérêt des milliardaires. C'est aussi 50 millions de pauvres, soit un sixième de la population, dans le pays au PIB le plus élevé ! En bref, des attaques contre 99 % de la population pour les profits d'1 % les plus riches.

LA LUTTE EST MONDIALE !

Le nombre de grèves en constante augmentation ; l'obtention du salaire minimum à 15\$ de l'heure comme pour les salariés d'Amazon à Seattle, les grèves des enseignants, des personnels des hôpitaux montrent le potentiel. Une majorité de démocrates à la Chambre des représentants est loin d'être une fin en soi : il

faut un mouvement de masse pour renverser ce système, un véritable parti des travailleurs qui défende les droits de la majorité. Une défaite de Trump est un encouragement à aller dans ce sens. A peine les midterms finies, la bataille va s'engager entre la nouvelle gauche de lutte qui a émergé et les dirigeants classiques des Démocrates. C'est ce pour quoi se bat Socialist Alternative, notre organisation sœur aux États-Unis. Le rejet de la politique de Trump est international, nous devons tous faire campagne contre lui, car ses attaques ne touchent pas seulement les citoyens américains, mais toute la population mondiale. Non au racisme, non au sexism, non à l'homophobie ! Pour gagner, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !



ALSO INSIDE
BLUE WAVE COMING
STRIKES ON THE RISE
ROLE OF A SOCIALIST REPRESENTATIVE

p. 3
p. 5
p. 6

ALLEMAGNE : NON À L'EXTRÊME DROITE, NON AU RACISME !

Le 13 octobre, un appel national à manifester contre l'Afd (Alternative pour l'Allemagne, extrême droite), le racisme et pour un accueil digne et humain de toutes et tous, a rassemblé plus de 240 000 personnes à Berlin, scandant « nous sommes tous indivisibles », « pas de place pour les Nazis ». 240 000 manifestants contre les 8 000 racistes qui défilaient à Chemnitz en septembre. Une fois de plus, cela prouve que nous sommes bien plus nombreux et plus forts qu'eux.

L'extrême droite ne sera jamais une solution. Nous devons répondre

chaque fois qu'elle se mobilise, montrer que nous refusons fermement cette barbarie et ces discriminations

qui servent toujours aux mêmes, pour maintenir leur pouvoir et leur système : les capitalistes.



Socialist Alternative est notre organisation aux US. Voici leur journal >

socialistalternative.org

MANIFESTATION ANTIRACISTE RÉUSSIE À GÈNES !

Le dimanche 21 octobre, un large collectif antiraciste a appelé à une manifestation dans les rues de Gênes. Cette manifestation fut une réussite, rassemblant plusieurs milliers de personnes.

L'enjeu est de taille dans un pays où le gouvernement d'extrême droite attaque sans cesse les acquis des plus faibles : migrants, étudiants, travail-

leurs... les opposant les uns aux autres. La colère est importante, des millions d'italien-ne-s restent antiracistes et antifascistes.

Il manque une organisation des travailleurs et de la jeunesse pour défendre un avenir décent à chacun, qui passera par une lutte commune pour aller chercher l'argent là où il est : dans les poches des capitalistes !



ALERTE ROUGE POUR LE CLIMAT !

SAUVONS NOTRE PLANÈTE DU CAPITALISME !

RACHEL MAHÉ

En décembre, les chefs d'État se retrouvent pour la « COP 24 » en Pologne pour faire un bilan d'étape des engagements climatiques nationaux. La réalité, c'est qu'aucun réel progrès n'a été effectué depuis le premier « Sommet de la Terre » à Rio, en 1992 !

PLANÈTE EN SURCHAUFFE, POLITIQUES DE GLACE

Cette conférence sur le climat a lieu alors que nous vivons certainement l'année la plus chaude jamais enregistrée. En 2017, les émissions de CO₂ ont encore augmenté de 2 % à l'échelle mondiale et 3 % en France. Tout le monde reconnaît la réalité de l'urgence climatique et on sait que les conséquences vont s'amplifier et seront désastreuses : sécheresses, incendies, famines, maladies, migrations, conflits...

Pourtant, les politiciens préfèrent rester au service des riches et des multinationales, faisant passer les profits avant notre environnement. La preuve avec l'arrivée au gouvernement d'Emmanuelle Wargon, nouvelle secrétaire d'État à l'écologie, ancienne directrice

de la « comm » chez Danone. On croirait une blague ! Danone, 4e pollueur mondial de plastique... Ou encore, le nouveau ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume. Il a déclaré que « c'est aux scientifiques de faire la preuve ou non qu'il y a des conséquences à l'usage des pesticides ou pas » !

Comme tout le reste de la politique de Macron, ce sont les profits des plus grands groupes d'abord, et après eux, le déluge ! La lutte pour la défense de notre environnement est partie intégrante de la lutte contre Macron et toutes les politiques pro-capitalistes ! Les syndicats et les partis qui défendent les intérêts des travailleurs doivent s'impliquer plus dans les luttes écologistes.

LE CAPITALISME RESPONSABLE

Alors que tous les moyens sont là pour pouvoir produire en respectant l'Homme et la nature, rien n'est fait pour y parvenir... Bien au contraire ! Des solutions existent, mais il n'y a aucune volonté politique de les appliquer, car elles supposent de s'attaquer aux profits des capitalistes. Peu leur importe de voir notre écosystème se dérégler ou les inégalités exploser.



C'est sûr que quand on a des millions, on est moins vulnérable face aux famines, à la montée des eaux ou aux incendies. On peut déménager, reconstruire, faire venir de l'eau et de la nourriture de très loin... Ça peut même

devenir un marché pour certains, alors qu'une fois de plus, ce sont les pauvres qui trinquent le plus, jusqu'au prix de leur vie.

Le mode de production capitaliste épouse la nature et nous conduit droit

à la catastrophe. Mais il n'y a pas de point de non-retour, et comme le dit le mouvement lancé cet automne : il est encore temps !

La marche du 8 décembre, pour « sonner l'alarme climatique » dans toutes les villes du monde est un point d'appui pour se mobiliser massivement. La Gauche révolutionnaire va préparer cette mobilisation et les suivantes, contacte-nous si tu veux le faire avec nous !

Le capitalisme n'est ni capable d'empêcher une crise économique ni d'apporter des solutions à la crise écologique. Si nous voulons un avenir digne de ce nom, il faut le renverser ! La Gauche révolutionnaire se bat pour une société socialiste où l'ensemble des ressources et des moyens de production sont en propriété publique, sous une gestion démocratique des travailleurs et de la population permettant ainsi de planifier écologiquement l'économie, chose impossible tant que celle-ci est dominée par les multinationales. Libérés de la logique de profit, l'objectif devient alors la satisfaction des besoins de toutes et tous, l'implication de chacun-e selon ses capacités et moyens et l'équilibre de notre écosystème.

Viens lutter avec nous pour cela !

PRIVATISATIONS ET ÉCOLOGIE, UNE HISTOIRE IMPOSSIBLE

LUCIE

Depuis des années en France, une politique de privatisation est en place. Les autoroutes ont été vendues à Vinci et autres. Il y a eu une ouverture à la concurrence des routes pour les bus, maintenant pour les trains. Les privatisations ne font qu'empirer la situation écologique.

En effet, donner aux entreprises privées le contrôle des services censés être publics, c'est leur donner le contrôle de l'impact écologique ! La France s'est engagée contre le réchauffement climatique. Or, nous sommes dans un système capitaliste : veulent-ils vraiment nous faire croire que dans ce système basé sur le profit, la situation va s'améliorer si tout est privatisé ?

Les entreprises continueront à tenter de faire du profit, et ce au détriment des conditions de vie des travailleurs et de la santé de la planète.

On a déjà eu des preuves de l'impact du libéralisme. Durant le gouvernement d'Hollande, nous avons pu observer la libéralisation des lignes de bus, qui a conduit à de la compétition entre les entreprises comme Ouibus, Flixbus, et

autres compagnies privées. Sur le papier, ça a diminué les coûts d'un voyage, mais en vérité, ça n'a fait qu'augmenter le coût écologique d'un trajet, le bilan carbone étant bien plus élevé qu'en train. Sans parler des conditions de travail des conducteurs... Donc quand on n'a pas les moyens de se payer le train, les déplacements sont rallongés. Le public visé, ce sont les moins de trente ans, les familles monoparentales, les retraités... les plus modestes finalement, car les autres prennent le train ou l'avion.

Avec la réforme ferroviaire, près de 10 000 km de lignes de trains sont menacés et avec elles les postes des cheminots suivront. Pourtant, c'est ces derniers transports qui sont le plus écologiques.

Et même en voiture, cela devient très coûteux. Il y avait déjà le prix croissant des autoroutes et le prix très élevé des carburants, et maintenant, l'augmentation de la taxe sur le diesel. Ce sont encore les travailleurs

qui vont trinquer ! Dans une station-service sur cinq, le diesel est plus cher que l'essence. Le premier ministre Edouard Philippe a déclaré assumer parfaitement ce choix, et que le gouvernement allait continuer cette politique : polluer et faire payer les plus modestes !

Les transports en commun doivent être accessibles à tous et toutes. Les entreprises privées ne doivent pas avoir de mainmise dessus. Il faut des réaménagements de lignes de trains en fonction des besoins, ainsi qu'une baisse significative des coûts des billets. La nationalisation de ces services sous le contrôle des usagers et des salariés permettra un meilleur service public et des transports gratuits ou peu chers et non polluants !



COMMENT MANGER MIEUX ?

Selon un baromètre Ipsos-Secours populaire paru en septembre, un peu plus d'une personne sur cinq en France a déclaré ne pas pouvoir s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jour. Carrefour, Franprix, Leclerc, etc. se font des marges incroyables, affaiblissent les producteurs, et font vivre des conditions de travail impossibles à des centaines de milliers de salariés, tout en se vantant d'argent public pour engranger leurs actionnaires. Vient en outre ce que l'on nous vend : produits de piètre qualité, utilisant de l'huile de palme issue de la déforestation ou boursiers de pesticides... Les « alternatives » à la grande distribution n'ont pas cessé de se développer ces dernières années : coo-

pératives de production, Amap, distributeurs de produits frais alimentés directement par des maraîchers... tout en restant malheureusement trop peu accessibles.

Il est inacceptable que des entreprises fassent du profit sur l'alimentation. Tout comme la Santé, cela devrait être un service public ! Il faut mettre en propriété publique l'ensemble du secteur : grande distribution, restauration collective... Il faut que cela soit géré démocratiquement par les travailleurs et la population. Ainsi, on bannira les produits nocifs pour l'environnement et la santé au lieu d'avoir à les boycotter. Les producteurs percevront un revenu décent, nous contrôlerons les prix et pourrons planifier la production selon les besoins et non les profits.

CONTACTE-NOUS !

06.14.07.45.19 // GRCONTACT@HOTMAIL.COM

FB @GAUCHEREVOLUTIONNAIRECIO
TWITTER @GAUCHE_REVO

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC, CENTRE 166, 76000 ROUEN

www.gaucherevolutionnaire.fr